



Liberté • Égalité • Fraternité
2^e RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

Bureau de la légalité et de l'intercommunalité

**Arrêté portant adhésion du Département de
l'Aisne et modification des statuts (dont
changement de nature juridique) de l'Union
des secteurs d'énergie du département de
l'Aisne (USEDA)**

LE PREFET DE L' AISNE,

LE PREFET DE L'OISE,

LE PREFET DES ARDENNES,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5211-5, L 5211-18, L 5211-20 et L 5211-20-1,

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1973 modifié portant création de l'USEDA,

VU la délibération du conseil général de l'Aisne en date du 30 septembre 2013 demandant l'adhésion du département au syndicat,

VU la délibération du comité syndical de l'USEDA en date du 22 octobre 2013 approuvant la modification des statuts du syndicat dans le cadre de l'adhésion du conseil général de l'Aisne,

VU les délibérations des communes se prononçant sur cette adhésion dont la liste est jointe en annexe du présent arrêté,

CONSIDERANT qu'à défaut de délibération dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la délibération du comité syndical faite au maire de chaque commune adhérente, l'avis des conseils municipaux est réputé favorable,

CONSIDERANT que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales sont remplies,

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures des départements de l'Aisne, de l'Oise et des Ardennes,

ARRETTENT :

ARTICLE 1^{ER} : Le conseil général de l'Aisne est autorisé à adhérer à l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne.

ARTICLE 2 : Les articles 1, 4, 5, 6, 7 et 10 des statuts de l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne sont rédigés comme suit :

Article 1er :

L'Union des Secteurs d'Energie du Département de l'Aisne, usuellement appelée USEDA ci après désigné « le syndicat », est un syndicat mixte ouvert régi par les dispositions des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Il peut être composé d'institutions d'utilité commune interrégionales, des régions, des ententes ou des institutions interdépartementales, des départements, des établissements publics de coopération intercommunale, des communes, des syndicats mixtes définis à l'article L 5711-1 du CGCT.

Il est constitué des membres suivants :

- le conseil général de l'Aisne,
- les communes figurant dans l'annexe jointe aux présents statuts.

Article 4 :

4-1 Compétences obligatoires pour les communes membres

L'USEDA exerce en lieu et place des seules communes adhérentes les trois compétences obligatoires énoncées ci après :

4-1-1 Au titre de l'électricité

L'USEDA est l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité sur le territoire des communes membres du syndicat. En sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, le syndicat exerce notamment les activités suivantes :

- Passation avec les entreprises délégataires de tous actes relatifs à la délégation du service public de distribution d'électricité conformément à la réglementation applicable.
- Représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec le concessionnaire pour la bonne application des lois et règlements en vigueur.
- Exercice du contrôle de bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution d'électricité, tel que le prévoit l'article L 2224- 31 du CGCT.
- Réalisation dans le cadre des dispositions de l'article L 2224-34 du CGCT directement par l'USEDA ou par l'intermédiaire de son concessionnaire, des actions tendant à maîtriser la demande d'électricité.

Le syndicat est propriétaire de l'ensemble des ouvrages du réseau de distribution d'électricité situés sur son territoire dont il a été maître d'ouvrage ou qui lui ont été transférés, des biens de retour des gestions déléguées ainsi que des ouvrages d'extension du réseau de distribution publique d'électricité remis en toute propriété à l'autorité concédante par les constructeurs, lotisseurs et autres aménageurs.

.../...

4-1-2 Étude et travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications

L'USEDA est compétente pour intervenir dans le cadre défini par les articles L 2224-35 et L2224-36 du CGCT.

4-1-3 Création, entretien et exploitation des infrastructures de charge des voitures électriques

Organisation et exploitation du service public de gestion et d'entretien des bornes de charges des véhicules électriques en cas de carence d'initiative privée sur le territoire des communes membres.

4-2 **Compétences optionnelles**

Le syndicat peut exercer en lieu et place des membres qui en font la demande les compétences énoncées ci après :

4-2-1 L'éclairage public

La compétence éclairage public est divisée en deux sous compétences :

A - Travaux et études sur installation d'éclairage public, d'éclairage des stades et des illuminations de sites ou de monuments.

B - La maintenance ainsi que l'exploitation des installations d'éclairage public (entretien, préventif, dépannage, fonctionnement) y compris l'achat d'énergie lié à l'éclairage public.

4-2-2 La Signalisation lumineuse

Cette compétence comprend les études, les travaux, la maintenance et l'exploitation de la signalisation lumineuse (entretien préventif, dépannage fonctionnement y compris l'achat d'énergie lié à la signalisation lumineuse).

4-2-3 Le Gaz

La compétence est divisée en deux sous compétences énoncées ci après :

A - Le syndicat exerce, au lieu et place des membres qui en font la demande, la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation des réseaux publics de distribution de gaz, ainsi qu'à la fourniture de gaz.

B - Achat de gaz à l'usage des bâtiments publics.

Cette compétence comprend notamment l'achat de gaz dans l'optique de l'ouverture du marché et la possibilité qui pourrait être donnée aux collectivités locales de se grouper pour acheter le gaz. La consommation serait mutualisée et permettrait une négociation du prix d'achat.

4-2-4 Maîtrise de l'Énergie

La réalisation des études et diagnostics relatifs à la maîtrise de l'énergie dans les installations communales, la présentation de dossier aux organismes compétents en matière de maîtrise de l'énergie et le suivi des travaux de rénovation, de mise en conformité, ou de création. .../...

4-2-5 Production et distribution de chaleur

La réalisation et la gestion d'installations, de production et de distribution publique de chaleur.

4-2-6 Production d'énergie et de chaleur à partir d'installations alimentées par la biomasse

La réalisation et la gestion d'installations, de production d'énergie et de distribution publique de chaleur à partir d'installations alimentées par la biomasse.

4-2-7 Réseaux et services locaux de communications électroniques

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 1425-1 du CGCT, le syndicat exerce sur le territoire des membres qui en font la demande la compétence relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques comprenant notamment :

- la construction d'infrastructures et réseaux de communications électroniques,
- L'acquisition de droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques,
- L'acquisition des infrastructures ou réseaux de communications électroniques existants,
- La mise des infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
- l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.

4-2-8 Versement de contributions dues au titre des extensions de réseaux en communes urbaines ne reversant pas la taxe

Pour les communes urbaines au sens « INSEE » qui le souhaitent, l'USEDA peut s'entremettre entre la commune et ERDF pour le règlement des contributions dues au titre des extensions de réseaux.

L'USEDA vérifiera les devis qu'ERDF enverra à la collectivité en charge de l'urbanisme et l'USEDA verse à ERDF les sommes dues après validation et après avoir reçu la contribution de la commune.

Article 5

Modes de coopération hors transfert de compétences

Le syndicat peut, à la demande d'un membre, d'une autre collectivité ou d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, assurer des prestations se rattachant à ses compétences. La conclusion de conventions obéit aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment à l'article L. 5111-1 du CGCT.

Le syndicat peut mettre les moyens d'action dont il est doté à la disposition de ses membres, sur leur demande, dans le domaine relatif à l'aménagement et l'exploitation de toutes installations de production d'électricité dans les conditions mentionnées notamment à l'article L2224-32 du CGCT.

Le syndicat peut assurer la mission de coordonnateur de maîtrise d'ouvrage dans les conditions prévues de l'article 2-II de la loi du 17 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les opérations, travaux ou services réalisés conjointement par plusieurs maîtres d'ouvrages.

.../...

Article 6

6-1 Adhésion et transferts de nouvelles compétence

La prise de compétence s'opère dans les conditions suivantes :

A Le syndicat exerce les compétences visées à l'article 4-1 à la place de l'ensemble des communes membres.

B Toute commune ayant transféré au syndicat la compétence visée à l'article 4-1 peut également lui transférer une ou plusieurs autres compétences sur délibération concordante du conseil municipal et du comité syndical.

B2- les membres autres que les communes peuvent lui transférer une ou plusieurs des compétences prévues à l'article 4.2 des présents statuts par délibération concordantes de son organe délibérant et du comité syndical.

Dans les mêmes conditions, toute personne de droit public énumérée à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} des présents statuts est susceptible d'adhérer à l'USEDA et de lui transférer une ou plusieurs des compétences prévues à l'article 4.2 des présents statuts sur délibération concordantes de son organe délibérant et du comité syndical de l'USEDA.

C Toute commune non membre de l'USEDA mais souhaitant y adhérer et qui exerce les compétences visées à l'article 4-1 doit les transférer à l'USEDA. Elle peut également lui transférer une ou plusieurs des compétences visées à l'article 4.2 des présents statuts.

Le transfert de compétences optionnelles prend effet le premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du membre portant transfert de la compétence devient exécutoire.

6-2 Reprise de compétences et retrait

Les reprises de compétences se font dans les conditions suivantes :

- Pour les compétences énoncées aux articles 4- 2- 3 (gaz), 4- 2- 5 (production et distribution de chaleur) et 4- 2- 7 (communications électroniques), aucune reprise de compétence ne peut être effectuée avant l'échéance fixée par le cahier des charges concession « gaz » (compétence 4- 2- 3), de la convention de la délégation du service public de « communications électroniques » (compétence 4- 2- 7) ou de la convention de délégation de service public « de production et de distribution de chaleur » (compétence 4- 2- 5) et ce, sous réserve d'un préavis antérieur à un an à la date d'expiration des cahiers des charges ou de la convention de délégation de service public.

-Les autres compétences optionnelles ne peuvent pas être reprises au syndicat par une personne morale membre pendant une durée de vingt ans à compter de leur transfert au syndicat.

La reprise peut concerner soit l'une ou l'autre des compétences à caractère optionnel définies aux articles 4-2-1, 4-2-2, 4-2-3, 4-2-4, 4-2-5, 4- 2-6, 4-2-7 et 4- 2- 8.

.../...

-Le membre reprenant une compétence se substitue au syndicat dans les contrats souscrits par celui-ci pour la partie de territoire qui la concerne.

-Le membre reprenant une compétence supporte les contributions relatives aux travaux effectués par le syndicat jusqu'à l'amortissement financier complet. L'organe délibérant du syndicat constate le montant de la charge de ces contributions lorsqu'il adopte le budget.

-La reprise de la compétence n'affecte pas la répartition de la contribution des membres aux dépenses d'administration générale du syndicat.

-La reprise de compétence s'effectue sur délibération concordante de l'organe délibérant du membre et du comité syndical.

-La reprise par une commune membre de la compétence 4.1 emporte la reprise de l'ensemble des autres compétences et le retrait du syndicat.

Article 7

Organes du syndicat

7- 1 Le comité syndical

Le comité syndical est l'organe délibérant du syndicat. Il est composé de délégués élus par les représentants au sein des collèges visés au articles 7.2.1 et 7.2.2 des présents statuts. .

7- 2 Désignation des délégués des membres et des représentants au comité syndical

Les représentants au comité syndical sont désignés par les délégués des membres répartis en deux collèges.

7- 2- 1 Collège des communes

Le collège des communes est divisé en secteurs géographiques déterminés en raison de la nature du réseau et du concessionnaire exploitant du réseau. Chaque commune adhérente à l'USEDA appartient à un secteur géographique. Chaque commune dont la population est supérieure à 19 000 habitants constitue un secteur. La liste et la composition des secteurs géographiques figurent en annexe des présents statuts.

Chaque commune désigne deux représentants au sein du secteur géographique dont elle dépend.

Dans chaque secteur, les représentants des communes, élisent un ou plusieurs délégués à l'USEDA. Le nombre de délégués est fonction de la population du secteur dans les conditions suivantes :

Population totale du secteur (sans double compte INSEE)	Nombre de délégué(e)
Inférieur ou égal à 19 000 habitants	1 délégué(e)
Compris entre 19 001 et 38 000 habitants	2 délégué(e)s
Supérieur à 38 000 habitants	3 délégué(e)

Pour les communes constituant un secteur géographique, les représentants élus par son conseil municipal sont délégués au comité syndical.

Chaque secteur géographique désigne autant de délégué suppléant que de délégué titulaire. Le délégué suppléant siège uniquement en cas d'absence ou d'empêchement du délégué titulaire.

Pour les communes constituant un secteur géographique, le conseil municipal désigne les suppléants.

7- 2- 2 Collège des autres membres

Les autres membres (établissements publics de coopération intercommunale...) sont représentés par le nombre de délégués déterminés de la manière suivante :

Population totale du secteur (sans double compte INSEE)	Nombre de délégué(e)
Compris entre 0 et 200 000 habitants	1 délégué(e)
Compris entre 200 001 habitants à 400 000 habitants	2 délégué(e)s
Supérieur à 400 001 habitants	4 délégué(e)s

Le conseil général de l'Aisne est représenté par 4 délégués.

Chaque délégué titulaire a un délégué suppléant élu selon les mêmes dispositions que le délégué titulaire. Le délégué suppléant siège uniquement en cas d'absence ou d'empêchement du délégué titulaire.

7- 3 Modalité de vote

Tous les délégués prennent part au vote pour les décisions présentant un intérêt commun à tous les membres et notamment pour l'élection du Président et des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif, le vote des aides financières et les décisions relatives aux statuts du syndicat.

Dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les membres concernés par l'affaire mise en délibération. Ils représentent autant de voix que les membres du secteur ayant transféré la compétence correspondante à l'USEDA.

Le président prend part à tous les votes sauf pour le vote du compte administratif ou lorsqu'il est intéressé à l'affaire.

7- 4 Bureau Syndical

Le Comité syndical désigne, en son sein, un Bureau composé d'un président, de vice- présidents.

Le nombre de vice- présidents est fixé par délibération du Comité syndical.

Le Bureau syndical n'est pas modifié par l'adhésion d'une nouvelle collectivité.

7- 5 Commissions

Les commissions de travail

Le Comité syndical peut également former, en son sein, pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences, des commissions de travail chargées de préparer et d'étudier ses décisions.

7- 6 Règlement intérieur

Un règlement intérieur adopté par délibération du Comité syndical fixe, en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du Comité, du Bureau, des secteurs géographiques et des Commissions qui ne seraient pas déterminées par les lois et règlements.

Article 10


Dans le silence des textes applicables aux syndicats mixtes ouverts, des présents statuts et du règlement intérieur visé à l'article 7-6, s'appliquent les dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du CGCT.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'AMIENS dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

ARTICLE 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de l'Aisne, de l'Oise et des Ardennes, le directeur départemental des finances publiques, le président de l'union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne, le président du conseil général, les maires des communes membres de l'union sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

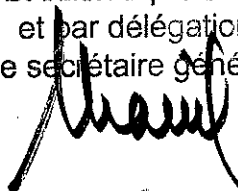
Le 11 MARS 2014

Le Préfet de l'Aisne

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Jackie LEROUX-HEURTAUX

Le ~~Préfet de l'Oise~~
et par délégation
le secrétaire général



Julien MARION

Le Préfet des Ardennes

Pour le PREFET,
La Secrétaire Générale,


Eleanore LACROIX